

## **Copiez 100 fois : « Je ne dirai plus de mal de la réforme Woerth... »**

Dix élèves d'un lycée de Seine-et-Marne ont été exclus durant quarante-huit heures pour avoir organisé le blocus de leur établissement en octobre. Et ont été obligés de rédiger un devoir sur la réforme des retraites Woerth-Sarkozy...

Lorsqu'il s'agit de réprimer les mobilisations lycéennes, certains proviseurs ne font pas dans la finesse. Dix élèves du lycée Galilée de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne) ont ainsi été exclus durant quarante-huit heures de leur établissement pour avoir organisé, le mardi 19 octobre, le blocus de leur établissement contre la réforme des retraites. Une sanction prise sans conseil de discipline. Et qui s'est accompagnée d'une drôle de punition à faire à la maison : un devoir sur la réforme des retraites version gouvernementale...

« La proviseure a décidé de se faire justice elle-même, dénonce Éric Sueur, le secrétaire départemental de la FSU. On ne dit pas qu'il est bien de bloquer les établissements, mais s'il doit y avoir des sanctions, elles doivent être transparentes et pédagogiques. Là, on n'a même pas pu contester les soi-disant preuves. »

Le blocus du 19 octobre s'était accompagné de quelques incidents. Notamment des tags et un incendie de poubelle, qui s'est propagé à une partie du grillage du lycée. Quelques jours plus tard, dix familles ont reçu des courriers d'exclusion. Pour monter son dossier à charge, la proviseure a repéré sur Facebook les élèves qui appelaient au mouvement et s'est également basée sur des vidéos et photographies prises par du personnel du lycée.

« Ce choix est totalement arbitraire et injuste ! réagit Nicolas, élève à Galilée et responsable départemental de la Fidl. Un des élèves a été visé pour être juste monté sur une poubelle ! » Quant aux débordements, ils ont été le fait de jeunes extérieurs à l'établissement, assure Nicolas. « Les organisateurs du blocus, au contraire, ont appelé à la dispersion lorsqu'ils ont vu qu'il commençait à y avoir des violences. »

Des arguments que la proviseure, qui a rencontré samedi dernier une délégation de représentants de la FCPE, de la Fidl et de syndicats enseignants, se refuse à entendre. Pis : elle a exigé des élèves sanctionnés qu'ils rédigent un devoir sur le thème des retraites pendant

leurs deux jours d'exclusion (voir ci-dessus). Un questionnaire qui réjouirait Éric Woerth : il associe implicitement – dans la droite ligne gouvernementale – espérance de vie et recul de l'âge de départ, il demande aux élèves de présenter « précisément » la réforme de 2010 ou encore, il invite à disserter sur le lien entre emploi des jeunes et maintien de l'âge de départ en retraite... « C'est une punition orientée, provocatrice, regrette Éric Sueur. Une manière de dire que les jeunes n'ont rien compris et de faire taire toute velléité de contestation. »

Laurent Mouloud

L'Humanité du 12 novembre 2010